



45, rue Kléber
92300 LEVALLOIS- PERRET

Fondation Agir Contre l'Exclusion

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Fondation Agir Contre l'Exclusion

Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 18 février 1994

RCS : Bobigny N° 398 568 063

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au conseil d'administration de la Fondation Agir Contre l'Exclusion,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Agir Contre l'Exclusion relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « 5.4 Dotation non consommable » de l'annexe des comptes annuels concernant les modalités de reconstitution de la dotation non consommable à 1 500 000 €, ainsi que la demande en cours auprès du Conseil d'Etat en vue d'ajuster le niveau de celle-ci à ce montant.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- la conformité aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 modifié par le règlement ANC n° 2020-08 du compte de résultat par origine et par destination (CROD) et du compte d'emploi annuel des ressources (CER), ainsi que le caractère approprié des modalités et hypothèses retenues pour leur élaboration, présentées dans la note 7.1 à 7.8 (CROD) et dans la note 9 (CER) de l'annexe aux comptes annuels ;

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois- Perret, le 8 juillet 2025

Signé par :

 130CF300E20342D...

Aurelie Joubin

Associée



Comptes annuels

2024

BILAN

ACTIF	2024		2023	
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
<i>Frais d'établissement</i>				
<i>Frais de recherche et de développement</i>				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
<i>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires</i>				
<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>				
<i>Avances et acomptes</i>				
Immobilisations corporelles :				
<i>Terrains</i>				
<i>Constructions</i>				
<i>Installations techniques, matériel et outillage industrie</i>				
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>				
<i>Avances et acomptes</i>				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières :	890 179	686 058	204 121	247 149
<i>Participations et Créances rattachées</i>				
<i>Autres titres immobilisés</i>	888 919	686 058	202 861	244 388
<i>Prêts</i>				1 501
<i>Autres</i>	1 260		1 260	1 260
Total I	890 179	686 058	204 121	247 149
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours Créances</i>				
<i>Créances clients, usagers et comptes rattachés</i>	374 413	16 043	358 370	478 478
<i>Fondation abritante</i>	242 135	16 043	226 092	192 995
<i>Fondations abritées</i>	132 278		132 278	285 483
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
<i>Autres</i>	6 944 895		6 944 895	5 140 702
<i>Fondation abritante</i>	3 229 208		3 229 208	2 668 957
<i>Fondations abritées</i>	3 715 687		3 715 687	2 471 744
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	12 054 818		12 054 818	12 029 287
<i>Fondation abritante</i>	6 261 819		6 261 819	6 401 987
<i>Fondations abritées</i>	5 792 999		5 792 999	5 627 300
Charges constatées d'avance	5 476		5 476	42 376
Total II	19 379 603	16 043	19 363 560	17 690 842
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	20 269 782	702 101	19 567 681	17 937 991

PASSIF	2024	2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise :	5 538 267	5 538 267
<i>Fonds propres statutaires</i>	5 538 267	5 538 267
<i>Fondation abritante</i>	5 538 267	5 538 267
<i>Fondations abritées</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Fonds propres avec droit de reprise:		
<i>Fonds statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Ecarts de réévaluation Réserves		
Réserves :	75 333	75 333
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>	60 030	60 030
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>		
<i>Autres</i>	15 303	15 303
Report à nouveau	(2 094 875)	(2 203 407)
Excédent ou déficit de l'exercice	116 686	108 532
Situation nette (sous total)	3 635 410	3 518 724
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	3 635 410	3 518 724
FONDS REPORTES ET DEDIES		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>	5 172 720	4 832 929
Total II	5 172 720	4 832 929
PROVISIONS		
<i>Provisions pour risques</i>	467 333	528 270
<i>Provisions pour charges</i>		
Total III	467 333	528 270
DETTES		
<i>Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)</i>		
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>	434 667	577 218
<i>Emprunts et dettes financières diverses</i>		
<i>Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés</i>	776 194	719 799
<i>Fondation abritante</i>	322 332	467 375
<i>Fondations abritées</i>	453 862	252 424
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	349 715	267 407
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>		
<i>Autres dettes</i>	3 793 426	3 330 532
<i>Fondation abritante</i>	2 226 295	1 790 468
<i>Fondations abritées</i>	1 567 131	1 540 064
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	4 938 216	4 163 111
Total IV	10 292 219	9 058 068
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	19 567 681	17 937 991

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
<i>Ventes de biens et services</i>	5 000	3 000
<i>Produits de tiers financeurs</i>	11 371 411	8 959 969
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	4 318 491	2 929 299
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dot. consomptible</i>	1 003 615	
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	4 796 166	5 345 329
Dons manuels	791 714	621 004
Mécénats	4 004 452	4 724 325
Legs, donations et assurances-vie		
<i>Contributions financières</i>	1 253 139	685 341
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</i>	186 230	171 956
Fondation abritante	186 230	168 323
Fondations abritées		3 633
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>	1 499 577	1 653 754
<i>Autres produits</i>	149 348	474 014
Total I	13 211 565	11 262 692
CHARGES D'EXPLOITATION		
<i>Autres achats et charges externes</i>	2 030 018	1 789 823
<i>Aides financières</i>	6 088 704	5 547 322
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	212 388	144 451
<i>Salaires et traitements</i>	2 029 518	1 597 987
<i>Charges sociales</i>	743 011	636 555
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>	16 043	296
<i>Dotations aux provisions</i>	102 893	49 770
<i>Reports en fonds dédiés</i>	1 839 367	1 274 247
<i>Autres charges</i>	27 137	136 451
Total II	13 089 079	11 176 903
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	122 486	85 789
PRODUITS FINANCIERS :		
<i>De participation</i>		
<i>D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</i>		
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>	40 421	24 835
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge</i>		
<i>Différences positives de change</i>		
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
Total III	40 421	24 835

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023
CHARGES FINANCIERES :		
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions fin</i>	41 527	
<i>Intérêts et charges assimilées</i>	4 695	5 829
<i>Différences négatives de change</i>		
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>		
Total IV	46 222	5 829
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-5 801	19 006
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	116 686	104 796
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
<i>Produits exceptionnels</i>		
<i>Sur opérations de gestion</i>		102 242
<i>Sur opérations en capital</i>		
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>		24 305
Total V		126 547
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
<i>Charges exceptionnelles</i>		
<i>Sur opérations de gestion</i>		122 811
Total VI		122 811
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		3 736
<i>Participation des salariés aux résultats (VII)</i>		
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>		
Total des produits (I + III + V)	13 251 986	11 414 075
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	13 135 301	11 305 543
EXCEDENT OU DEFICIT	116 686	108 532
	2024	2023
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Dons en nature</i>	439 954	468 722
<i>Prestations en nature</i>	656 331	623 311
<i>Bénévolat</i>		
TOTAL	1 096 285	1 092 033
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Secours en nature</i>		
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>	376 329	374 972
<i>Prestations en nature</i>	719 956	717 061
<i>Personnel bénévole</i>		
TOTAL	1 096 285	1 092 033

ANNEXE

Tous les chiffres communiqués sont en euros.

1- Objet social

L'objet social de la fondation Face est décrit ainsi dans les statuts :

- ✓ Contribuer à faire de la prévention et la lutte contre l'exclusion, la discrimination et la pauvreté un enjeu majeur pour notre société, en développant un plaidoyer en ce sens,
- ✓ Mobiliser les acteurs économiques avec les acteurs sociaux et institutionnels autour des questions de l'exclusion, la discrimination et de la pauvreté,
- ✓ Favoriser le développement d'actions contre l'exclusion, la discrimination et la pauvreté au sein des entreprises, en faveur de l'emploi, à l'école, dans la vie quotidienne et pour les territoires,
- ✓ Apporter un appui à tous ceux qui agissent contre l'exclusion et qui sont préoccupés par son évolution,
- ✓ Contribuer à la recherche méthodologique et l'innovation sociale sur la lutte contre l'exclusion, la discrimination et la pauvreté.

2- Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- ✓ Les activités propres de la FRUP
- ✓ Les activités des fondations abritées

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- ✓ Les activités propres de la FRUP s'organisent autour de quatre pôles d'activité :
 - Education et orientation choisie
 - Emploi et insertion socioprofessionnelle
 - Transition écologique solidaire
 - Lutte contre les violences basées sur le genre
- ✓ Les activités des fondations abritées s'organisent autour des missions sociales de l'abritante. Pour mettre en œuvre leurs projets, les fondations abritées s'appuient sur leur maillage territorial d'association et d'autres partenaires.

3- Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- ✓ Ressources humaines propres de la Fondation
- ✓ Autres moyens et dépenses engagées :
 - Le réseau Face au nombre de 41 clubs repartis sur l'ensemble du territoire français
 - Les fondations abritées au nombre de 31 reparties sur l'ensemble du territoire français
 - Entretien général/dépenses de fonctionnement :
 - Frais divers de fonctionnement (abonnement logiciel, etc...)
 - Utilisation d'un espace de bureau mis à disposition

4- Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4-1 Faits caractéristiques de l'exercice

- Création de nouvelles fondation abritées : Fondation du Intuitu Partners, Fondation Entrepreneurs en Action pour une Planète Solidaire, Fondation l'Echiquier pour la Vie ;
- Dissolution des Fondations abritées pour des raisons de conformité suite aux diverses recommandations (Inspection générale de l'administration notamment) : Fondation Égalité Mixité, Fondation du Nord, Fondation Culturespaces, Fondation du Dunkerquois Solidaire, Fondation Cap'devant, Fondation du Capitalisme Responsable, Fondation Alyl, Fondation Les Humains Véritables, Fondation Territoire Solidaires, Fondation Service Civique.
- Fort Développement des programmes mis en œuvre, essentiellement autour de partenaires privés dans une logique de rééquilibrage du modèle financier et conformément à la stratégie financière pluriannuelle de FACE : projet handicap (google), extension de Civigaz (GRDF) notamment,
- Renouvellement des partenariats publics principaux : services civiques, mentorat notamment, développement des partenariats non-financiers, CJD, Admical, CFF...
- Développement territorial de FACE au travers de la création d'un nouveau club Face Hautes-Alpes, de l'affiliation d'une nouvelle structure PSP Martinique, ou de l'extension du périmètre d'action de clubs existants (Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Haute-Saône...).
- Nombreux évènements et dispositifs de mobilisation des entreprises dans tous les territoires où FACE est présent.
- Développement (+3 membres) et mobilisation du Comité d'orientation de FACE, instance de gouvernance dédiée aux entreprises aux côtés du Président de la Fondation. 7 entreprises membres au 31/12/24 : EDF, Pernod-Ricard, NGE, Yélé, Skill and You, Polylogis, Quick. Le comité d'orientation a décidé de faire de l'inclusion des seniors dans l'emploi et de l'intergénérationnel en entreprise sa Grande Cause 2025.

- En interne, stabilisation manifeste de l'équipe, avec un taux de turnover très faible (4% en janvier 2025), symbole de la dynamique de consolidation engagée fin 2022.

4-2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Il est prévu la création des fondations abritées : Fondation Cyber Pour Tous, Fondation Cercle Asclépios santé pour tous, Fondation l'Oasis.

La création du nouveau club Face Gers et le déploiement des actions des différents clubs dans les départements Isère, Drôme, Ardèche, Cantal, Seine et Marne, Ardennes....

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général, ainsi qu'aux dispositions spécifiques applicables aux fondations du règlement ANC 2018-06, et le règlement 2020-08 venant modifier le règlement ANC 2018-06.

En application de la loi n° 91-772 du 7 août 1991 portant sur les organismes faisant appel à la générosité publique, la Fondation établit un compte d'emploi annuel des ressources collectées.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes de l'exercice sont respectés en appliquant les règles de prudence et en retenant les principes généraux suivants :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence de méthodes comptables d'un exercice sur l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des Comptes annuels.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Il n'y a pas de changements de méthodes comptables sur l'exercice.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

5.2 Dérogations

Les contributions volontaires en nature ne sont pas comptabilisées dans le logiciel de comptabilité pour l'exercice comptable 2024 mais tenues sur un fichier Excel. Elles sont comptabilisées au pied du compte de résultat.

5.3 Principes et méthodes comptables

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les méthodes de valorisation et d'amortissement sont maintenues en l'état, compte tenu de la taille de la structure, et sont établies en conformité avec la réglementation.

Les valeurs mobilières de placements figurent à leur valeur historique d'entrée à l'actif. Cette valeur est comparée à la valeur actuelle (ou valeur de marché). Les pertes latentes sont comptabilisées. Le bilan et le compte de résultat intègrent les comptes des Fondations abritées.

Les subventions perçues des bailleurs institutionnels sont reconnues en produits en fonction du pourcentage d'avancement des projets. Ce pourcentage est défini pour une période sur la base du niveau d'engagement des dépenses sur ladite période, niveau calculé par rapport au budget total du projet.

Conformément au règlement ANC n°2018-06, les produits relatifs au mécénat sont comptabilisés à l'engagement, c'est-à-dire, dès la réception de la convention correspondante. Les conventions de mécénats signées au titre d'un exercice et non encore perçues à la clôture, sont comptabilisées à l'actif au poste « autres créances ».

5.4 Dotation non consommable

La fondation FACE a été créée en 1993, avec une dotation statutaire de 5,18 m€ et a obtenu la Reconnaissance d'Utilité Publique attribuée par décret le 18 février 1984. Un contrôle de la Cour des Comptes portant sur les exercices 2013 à 2017 a mis en évidence des dysfonctionnements importants ainsi que la consommation de la dotation statutaire non consommable.

A l'issue de la procédure de sauvegarde dont le jugement de clôture est intervenu le 20 janvier 2022, la fondation a bénéficié de 6,4 m€ d'apports exceptionnels de la part des fondateurs permettant la reconstitution de la dotation non consommable à hauteur de 1,5 m€.

La demande de confirmation d'un ajustement à 1,5 m€ de la dotation non consommable, pour laquelle le ministère de l'intérieur est favorable, a été déposée auprès du Conseil d'Etat et est en cours d'étude.

En date du 25 août 2022, les statuts de la FACE ont été certifiés par le Président, M. Castex. Lors du CA du 19 décembre 2022, un projet de refonte des statuts a été lancé. Ce projet est motivé par les évolutions des modalités d'action de la Fondation, les demandes émanant des acteurs opérationnels de la communauté FACE et les recommandations issues du rapport de la Cour des Comptes, afin de permettre de renouveler, sécuriser et conforter le cadre d'action de FACE dans ses différents périmètres d'intervention. L'ensemble des éléments demandés par le Ministère de l'intérieur et le Conseil d'Etat, responsables de la validation de la procédure, ont été transmis. Après de nombreux allers-retours et malgré des relances récurrentes de la part de la Fondation, les nouveaux statuts sont encore en cours d'analyse au Ministère de l'intérieur.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- ✓ D'appréhender son legs ;
- ✓ D'avoir droit aux fruits ;
- ✓ De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- ✓ Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- ✓ Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- ✓ Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

6.1 Actif Immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- ✓ Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- ✓ Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- ✓ Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- ✓ Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- ✓ Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- ✓ Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements				
Immobilisations	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	10 719		10 719	0
Immobilisations corporelles	12 404		12 404	0
Immobilisations financières (1)	890 179			890 179
Total	913 302	0	23 123	890 179

(1) Le détail de immobilisations financières se présente comme suit :

Structure	Avance au 31/12/2024
Titres de participations (1)	888 919
Dépréciation au 31/12/2024	-686 058
Dépôts	1 260
TOTAL net au 31/12/2024	204 121

(1) Les titres de participation sont détenus dans la SAS FaceAI'Emploi.TV (plateforme) dont FACE est l'unique actionnaire, dans la SAS Lucie (Labellisation RSE) dont FACE détient 25%, une part sociale du GIE Alliance Gestion.

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : Dépréciations de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	10 719		10 719	0
Immobilisations corporelles	12 404		12 404	0
Immobilisations financières				0
Total	23 123	0	23 123	0

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. A ce titre, le mode linéaire est généralement retenu sur les durées probables d'utilisation suivantes :

- Matériel informatique : 3 ans ;
- Téléphones : 2 ans ;
- Marques, logos : 5 ans.

6.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Rubriques	Dépréciations cumulées au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations cumulées à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	644 531	41 527		686 058
Total	644 531	41 527	0	686 058

6.2 Actif Circulant

6.2.1 Stock

Néant

6.2.2 Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations

Néant

6.2.2.1 Précisions sur d'autres créances

6.2.2.1.1 Charges constatés d'avance

	Charges constatées d'avance	
	Fondation abritante	Fondations abritées
Charges d'exploitation	5 476	
Charges financière		
Charges exceptionnelle		
TOTAL	5 476	

6.3 Fonds propres

6.3.1 Tableau de variation des fonds Propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise(*)	5 533 267							5 533 267
- dont Dotation initiale statutaire	5 183 267							5 183 267
- dont Dotation complémentaire	355 000							355 000
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves	75 333							75 333
Report à nouveau	-2 203 407	108 532						-2 094 875
Excédent ou déficit de l'exercice	108 532	-108 532		116 686				116 685
Dotations consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
Total	3 518 725	0	0	116 686	0	0	0	3 635 410

Les fonds propres présentés dans le tableau ci-dessus sont exclusivement affectés à la fondation abritante.

La dotation initiale est constituée :

Par une dotation globale de 5.183.267 €, faite par les 14 fondateurs.

Le versement de ladite donation a été libérée en 5 annuités, soit jusqu'au 31 décembre 1997.

La dotation est accrue du produit des libéralités acceptées sans affectation spéciale ou dont le donateur ou le testateur ne prescrit pas l'affectation et dont la capitalisation aura été décidée par le conseil d'administration. Elle est également accrue d'une fraction de l'excédent des ressources annuelles nécessaires au maintien de sa valeur. Elle peut être accrue en valeur absolue par décision du conseil d'administration.

La dotation non consommable s'élève à 5.533.267 € au 31 décembre 2024.

Voir le paragraphe 5.4

6.4 Fonds reportés et fonds dédiés

6.4.1 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers extérieurs à des projets soutenus par la Fondation FACE qui n'a pas encore été utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard. Le détail des fonds dédiés de la Fondation Face peut être précisé comme suit :

Sur la Fondation abritante :

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont rembour sement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	25 353	242 681	25 353	-	-	242 681	-
Département de la Haute Marne	-	35 500				35 500	
FAMI Karibu		187 981				187 981	
Agence du service civique Civiq boost		19 200				19 200	
DJEPVA 1J1M	19 540		19 540			-	
DGEFP Via à l'emploi	5 813		5 813			-	
Contributions financières d'autres organismes	34 080	515 950	6 080	-	-	543 950	-
Handicap		257 000	-			257 000	
En route vers l'emploi		150 000				150 000	
Via à l'emploi		100 850				100 850	
Insciencies	28 000					28 000	
Teknik	-	8 100				8 100	
WI-FILLES	6 080		6 080			-	
Ressources liées à la générosité du public	305 581	348 192	305 581	-	-	348 192	-
GRDF - CIVIGAZ	269 308	278 112	269 308			278 112	
Boys Care		15 250				15 250	
Aroma Zone		13 500				13 500	
Wi-filles	19 089	16 832	19 089			16 832	
Inclusion bancaire	17 184	24 498	17 184			24 498	
Fonds dédiés des fondations abritées	4 467 915	732 545	1 162 563			4 037 897	
Total des fonds dédiés fondations abritante	4 832 929	1 839 367	1 499 577	-	-	5 172 720	

6.5 Résultats des fondations abritées

Résultat net des fondateurs abrités	2024
Fondation LEGRAND	- 101 624,22
Fondation HUMANINOV	- 30,49
Fondation FIPA	- 499 929,82
FONDATION CUISINE MODE D'EMPLOI	- 2 000,00
Fondation FIER	- 63 054,00
Fondation FREDERIC SAUSSET	- 1 584,44
Fondation MOZAIK	- 916,34
Fondation SIMPLON	- 43 995,49
Fondation TRANSITIONS	- 267,77
Fondation CULTURES ESPACES	- 154 762,23
Fondation LMI	- 4 816,90
Fondation FIDELE	3 324,00
Fondation HERMIONE	- 6 747,44
Fondation CANNES	43 768,87
Fondation DUNKERQUOIS SOLIDAIRE	- 64 560,26
Fondation DU NORD	- 9 280,98
Fondation SOLIDAREN	- 8 049,75
Fondation PASS'SPORT POUR L'EMPLOI	- 6 864,67
Fondation MUTUALIA GRAND OUEST	15 147,40
Fondation AZERTY	84,33
Fondation FESTIVAL D'AVIGNON	10 638,89
Fondation FLAMENCA	11 701,42
Fondation VIVA FABRICA	164 789,61
Fondation AGIR POUR TOUS LES ENFANTS	- 11 794,35
Fondation ORLEANS	17 181,78
Fondation MA CHANCE MOI AUSSI	- 112 734,85
Fondation SYD	14 956,80
Fondation SPARRING CAPITAL	- 77 452,40
Fondation ALYL	- 4 500,00
Fondation DU SMA	221 753,04
Fondation ADA TECH SCHOOL	41 246,76
Fondation MEDIA SCHOOL	20 000,00
Fondation SPORT INCLUSIF	14 224,00
Fondation M'GUADELOUPE	32 106,85
Fondation ADHVICE	571,21
Fondation INTUITU	5 000,00
Fondation EAPS	25 710,00
Résultat des fondations abritées	- 532 761,44
Résultat de la fondation abritante	649 446,95
Résultat	116 685,51

6.6 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	528 270	102 893	163 830	467 333
Provisions pour charges				
Total	528 270	102 893	163 830	467 333

6.6.1 Ventilation des dotations

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques	102 893		
Provisions pour charges			
Total	102 893	0	0

6.7 Provisions pour risques et charges

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	528 270		102 893	159 510	4 320		467 333
Provisions pour charges	0						
Total	528 270	0	102 893	159 510	4 320	0	467 333

Au regard de la structure salariale, la PIDR est non significative et n'est pas valorisée dans les comptes.

6.8 Dettes

6.8.1 Emprunts et autres dettes assimilés

	Emprunts bancaires	
	Fondation abritante	Fondation abritées
PGE LCL	434 667	0

Cet emprunt a été mis en place au mois de juin 2020.

6.8.2 Précisions sur d'autres dettes

6.8.2.1 Produits constatés d'avance

	Produits Constatés d'avance	
	Fondation abritante (1)	Fondations abritées
Produits d'exploitation	1 360 501	3 577 715
Produits financier		
Produits exceptionnel		
TOTAL	1 360 501	3 577 715

(1) Cette donnée comporte diverses recettes, privées et publiques, dont les principales sont ci-dessous :

Détail (1) sur Fondation abritante	
Financements privés	868 282
<i>Mécénat financier</i>	
Air France	12 000
CPI IA	100 000
Dassault Systèmes	4 000
Decathlon	4 000
Logirep	150 000
NGE	39 370
Pernot Ricard	128 393
Quick	221 917
Resmed	3 000
SGE IEG	3 000
Skill You	100 000
Taddéo	5 000
Vinci cité	50 000
Yélé consulting	47 602
Financements institutionnels	492 219
<i>Subvention France</i>	
ANCT	328 219
CNES	10 000
DGCS	150 000
Urssaf	4 000
Total	1 360 501

A la clôture de l'exercice la variation du poste par rapport à l'exercice précédent s'explique ainsi :

- ✓ Financement privés 868 K€ vs 799 K€
- ✓ Financement institutionnels 492 k€ vs 1 249 k€

La fraction d'une subvention pluriannuelle ou rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis.

6.9 Etats des échéances des dettes et créances

6.9.1 Etats des échéances des créances

Créances : détail et échéances	Montant Net		Échéance à plus d'1 an	Échéance jusqu'à 1 an
	Fondation Abrisante	Fondations abritées	FACE	FACE
Créances clients et comptes rattachés	226 092	132 278	358 370	
Créances de Face vis-à-vis des Fondations abritées	176 945	0	176 945	
Créances de Face vis-à-vis de son réseaux	47 467	0	47 467	
Créances des Fondations abritées vis-à-vis de Face	0	132 278	132 278	
Créances de Face vis-à-vis de ses clients	1 680	0	1 680	
Autres créances	3 229 208	3 715 687	6 944 895	
Créances de Face vis-à-vis de ses Financeurs publics	1 533 775	0	1 533 775	
Créances de Face vis-à-vis de ses Financeurs privés	1 649 660	0	1 649 660	
Créances de Face vis-à-vis de ses partenaires de mise en œuvre des Projets	0	0	0	
Créances des Fondations abritée vis-à-vis de ses clients	0	0	0	
Créances des Fondations abritées vis-à-vis de ses Financeurs publics	0	130 761	130 761	
Créances des Fondations abritées vis-à-vis de ses Financeurs privés	0	0	0	
Créances des Fondations abritées vis-à-vis de ses partenaires de mise en œuvre	0	3 583 427	3 583 427	
Autres créances	45 774	1 499	47 273	
Total	3 455 300	3 847 965	7 303 265,58	

Situation de la trésorerie au 31/12/2024

	Fondation FACE Abrisante	Fondations Abrisées
Situation nette de trésorerie au 31/12/2024		
Disponibilités :		
Comptes bancaires - LCL	0	
Comptes bancaires - Crédit Mutuel	3 963 306	5 792 999
Comptes bancaires - Thémis	2 298 513	
TOTAL	6 261 819	5 792 999

6.9.2 Etats des échéances des dettes

Dettes : Détail et échéances	Montant Brut		Échéance à moins d'1 an	Échéance entre 1 et 5 ans	Échéance à plus de 5 ans
	Fondation Abrisante	Fondations abritées	FACE	FACE	FACE
Dettes Financières					
Emprunts et dettes assimilées	434 667	0	143 720	290 947	0
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	322 332	453 862	776 194		
Dettes de Face vis-à-vis de ses Fournisseurs	190 054	0	190 054		
Dettes des Fondations abritées vis-à-vis de ses Fournisseurs	0	276 917	276 917		
Dettes de Face vis-à-vis de ses Fondations abritées	132 278	0	132 278		
Dettes des Fondations abritées vis-à-vis de Face	0	176 945	176 945		
Dettes de Face vis-à-vis de son réseaux	0	0	0		
Dettes relatives au personnel et impôts	349 715	0	349 715		
Autres dettes	2 226 295	1 567 131	3 793 426		
Dettes de Face vis-à-vis de ses partenaires de mise en œuvre des Projets	2 077 029	315 751	2 392 780		
Dettes des Fondations abritées vis-à-vis de ses partenaires de mise en œuvre des Projets	0	1 246 004	1 246 004		
Dettes de Face vis-à-vis de ses Financeurs publics	0	0	0		
Autres dettes	149 266	5 376	154 642		
Total	3 333 009	2 020 993	5 063 056	290 947	0

7 Informations relatives au Compte de résultat

7.1 Compte de résultat par origine et destination

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	2024		2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	5 799 782	5 799 782	5 345 329	5 345 329
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat	5 799 782	5 799 782	5 345 329	5 345 329
- Dons manuels	791 714	791 714	621 004	621 004
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat	5 008 067	5 008 067	4 724 325	4 724 325
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 447 907		1 289 433	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie	1 253 139		685 341	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	194 768		604 092	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	4 318 491		2 929 299	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	186 230		196 261	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	1 499 577	1 468 144	1 653 754	1 542 526
TOTAL	13 251 986	7 267 925	11 414 075	6 887 854
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	8 747 348	4 791 237	8 284 975	4 646 172
1.1 Réalisées en France	8 747 348	4 791 237	8 281 478	4 644 211
- Actions réalisées par l'organisme	2 658 645	1 456 235	2 734 156	1 533 301
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	6 088 704	3 335 002	5 547 322	3 110 910
1.2 Réalisées à l'étranger			3 497	1 961
- Actions réalisées par l'organisme			3 497	1 961
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	686 457	375 997	672 660	377 225
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	374 022	374 022	359 495	359 495
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	312 435	1 975	313 165	17 730
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 701 665	932 063	1 023 594	574 026
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	160 463	87 891	50 066	28 077
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES				
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	1 839 367	1 080 736	1 274 247	1 262 354
TOTAL	13 135 301	7 267 925	11 305 543	6 887 854
EXCEDENT OU DEFICIT	116 686	0	108 532	0
B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2024		2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE	1 096 285	1 096 285	1 092 033	1 092 033
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 096 285	1 096 285	1 092 033	1 092 033
Bénévolat				
Prestations en nature	656 331	656 331	623 311	623 311
Dons en nature	439 954	439 954	468 722	468 722
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
TOTAL	1 096 285	1 096 285	1 092 033	1 092 033
CHARGES PAR DESTINATION	1 096 285	1 096 285	1 092 033	1 092 033
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	1 027 583	1 027 583	1 026 098	1 026 098
Réalisées en France	1 027 583	1 027 583	1 026 098	1 026 098
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	68 702	68 702	65 935	65 935
TOTAL	1 096 285	1 096 285	1 092 033	1 092 033

Répartition de la générosité du public par origine et destination

Répartition d'affectation des produits liés à la générosité du public		% GP à répartir	Répartition GP
Produits liés à la générosité du public	5 799 782		
Utilisation des fonds dédiés antérieurs	1 468 144		
Total des produits	7 267 925		
1 - MISSIONS SOCIALES	8 747 348		
1.1 Réalisées en France	8 747 348		
- Actions réalisées par l'organisme	2 658 645	54,77%	1 456 235
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	6 088 704	54,77%	3 335 002
1.2 Réalisées à l'étranger	0		
- Actions réalisées par l'organisme	0		
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	0		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	686 457		
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	374 022	100,00%	374 022
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	312 435	0,63%	1 975
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 701 665	54,77%	932 063
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	160 463	54,77%	87 891
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES			
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	1 839 367	58,76%	1 080 736
TOTAL	13 135 301		7 267 925

Répartition des frais de fonctionnement par origine et destination

Répartition des frais de fonctionnement par origine et destination	En K€	Tableau des répartitions			
		- Actions réalisées par l'organisme	2.1 Frais d'appel à la générosité du public	2.2 Frais de recherche d'autres ressources	3 - Frais de fonctionnement
Fonds propres	34		30%	30%	40%
Pôle des fondations abritées	548		15%	15%	70%
Pôle DG	728	20%	20%	20%	40%
Pôle Finance	593				100%
Pôle réseaux	216	30%			70%
Pôle SI	176				100%
Pôle marketing et communication	72	20%	20%	20%	40%
Pôle développement	307	20%	40%	20%	20%

Tableau de rapprochement entre les charges du compte de résultat et du compte de résultat par origine et destination

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales				Frais de recherche de fonds		Frais de fonctionnement	Dotations	Impôt sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger		Générosité du public	Autres ressources					
	par l'organisme	Versements à d'autres organismes dont GP	par l'organisme	Versements à d'autres organismes							
Achats de marchandises											
Variation de stock											
Autres achats et charges externes	1 772 970				52 554	52 554	151 941				2 030 018
Aides financières		6 088 704									6 088 704
Impôts, taxes et versement assimilés	67 272				20 975	16 414	107 727				212 388
Salaires et traitements	593 531				206 011	164 069	1 065 907				2 029 518
Charges sociales	222 338				87 182	72 097	361 394				743 011
Dotations aux amortissements et dépréciations											
Dotations aux provisions								160 463			160 463
Reports en fonds dédiés										1 839 367	1 839 367
Autres charges	2 534				7 301	7 301	10 001				27 137
Charges financières							4 695				4 695
Charges exceptionnelles											
Participations des salariés aux résultats											
Impôt sur les bénéfices											
TOTAL	2 658 645	6 088 704			374 022	312 435	1 701 665	160 463		1 839 367	13 135 301

7.2 Produits du compte de résultat par origine et destination

7.2.1 Produits liés à la générosité du public

7.2.1.1 Dons, legs et mécénat : Dons manuels

Le poste « dons manuels » comprend notamment :

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.

7.2.1.2 Dons, legs et mécénat : Mécénat

Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général. Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention. Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Un mécénat non financier constitue une contribution volontaire en nature.

7.2.2 Produits non liés à la générosité du public

7.2.2.1 Contributions financières sans contrepartie

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par exemple, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité ;
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

7.2.2.2 Autres produits non liés à la générosité du public

Les produits financiers sont ventilés entre produits liés ou non à la générosité du public en fonction de l'origine des actifs auxquels ils se rattachent.

La rubrique « Autres produits non liés à la générosité du public » comprend :

- Les ventes de marchandises et de prestations de services ;
- Les revenus des actifs non issus de la générosité du public :
 - les redevances d'actifs incorporels ;
 - les loyers ;
 - les produits financiers ;
 - les plus ou moins-values de cession d'actifs.

Elle ne comprend pas les subventions et autres concours publics.

7.3 Subventions et autres concours publics

La rubrique « Subventions et autres concours publics » comprend :

- au titre des subventions :
 - les subventions d'exploitation ;
 - la quote-part des subventions d'investissements réintégrée au cours de l'exercice au compte de résultat.
- les concours publics définis à l'article 142-9.

7.3.1 Subventions

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance. Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges »

7.3.2 Autres concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

7.3.3 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics (1)					1 605 656
Subvention d'exploitation	772 228	1 850 606	90 000		
Subvention d'investissement					

(1) Taxe d'apprentissage

7.4 Reprises sur provisions et dépréciations

Reprises sur dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles : Néant

Reprises sur dépréciation d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés : Néant

7.5 Utilisations et reports des fonds dédiés de la fondation abritante

Reprises des fonds dédiés sur subventions d'exploitation : 217 328 €

Reprises des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes : 509 870 €

Reprises des fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public : 42 611 €

7.6 Charges du compte de résultat par origine et destination :

Seules les charges d'exploitation (et non les charges financières ni les charges exceptionnelles) comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à des projets définis.

7.6.1 Missions sociales

➤ **Les missions sociales de la fondation sont :**

- Contribuer à faire de la prévention et la lutte contre l'exclusion, la discrimination et la pauvreté un enjeu majeur pour notre société, en développant un plaidoyer en ce sens ;
- Mobiliser les acteurs économiques avec les acteurs sociaux et institutionnels autour des questions de l'exclusion, la discrimination et la pauvreté ;
- Favoriser le développement d'actions contre l'exclusion, la discrimination et la pauvreté au sein des entreprises, en faveur de l'emploi, à l'école, dans la vie quotidienne et pour les territoires ;
- Apporter un appui à tous ceux qui agissent contre l'exclusion et qui sont préoccupés par son évolution ;
- Contribuer à la recherche méthodologique et l'innovation sociale sur la lutte contre l'exclusion, la discrimination et la pauvreté.

Elles sont constituées de l'ensemble des charges des abritées et une partie des charges de l'abritante répartie selon les taux présentés ci-avant à l'exclusion des dotations aux provisions de la fondation abritante et des abritées ainsi qu'une part des frais du personnel de la fondation FACE.

7.6.1.1 Actions réalisées par l'organisme : France, Etranger

L'essentiel de l'activité de la fondation Face dans son ensemble se passe sur le territoire français. La fondation Face est un réseau qui regroupe entre autres les clubs face mais également les fondations abritées sous l'égide de Face. Dans le cadre de ses projets, Face travaille en étroite collaboration avec son réseau en assurant les missions d'ingénierie et de pilotage.

7.6.1.2 Versements à un organisme central ou à d'autres : France, Etranger

Face travaille également avec d'autres structures d'intérêt général aussi bien en France qu'à l'étranger, pour cette année, seulement avec des structures situées en France.

7.6.3 Les frais de recherche de fonds :

- Des frais d'appel à la générosité du public qui comprennent les charges engagées par Face dans le but de recueillir auprès du public des moyens pour réaliser son action ;
- Des frais de recherche d'autres ressources qui sont les frais engagés par l'entité dans le but d'obtenir des ressources non liées à la générosité du public et des subventions ou autres concours publics.

Dans le cadre de la fondation Face, ces frais sont essentiellement un quote part de la masse salariale ainsi que des frais de déplacement.

7.6.3.1 Frais d'appel à la générosité du public

Les frais d'appel à la générosité du public correspondent aux frais de recherche et de traitement de dons et libéralités, charges engagées par Face dans le but de recueillir auprès du public des moyens pour réaliser notre action :

(frais d'appel à dons, quelle que soit la forme de ces dons -en nature, donations, legs, assurances vie- auprès des entreprises et des particuliers. La publicité ou l'appel à dons peut se faire sous de multiples formes : campagne publicitaire sur panneaux, par envoi postal, par médias sociaux, spots publicitaires ; les frais de tenue, de location ou d'acquisition de fichiers de donateurs ou mécènes ; les frais d'appel et de gestion de cotisations sans contrepartie ; frais d'appel à bénévolat;),

7.6.3.2 Frais de recherche d'autres ressources

Les frais de recherche d'autres ressources comprennent notamment :

- les frais de recherche et de traitement de parrainage, de cotisations avec contrepartie ou de contributions financières reçues d'autres organismes sans but lucratif pour remplir les missions sociales
- les frais liés à la recherche, aux demandes et aux traitements des subventions d'exploitation ou d'investissement ou de collecte de participations, contributions et taxes.

7.6.6 Frais de fonctionnement

La rubrique « Frais de fonctionnement » comprend les charges engagées pour la gestion et la gouvernance de l'entité (gouvernance, communication, ressources humaines, comptabilité et gestion financière, moyens généraux, informatique).

À noter qu'un quote part de ces frais sont affectés :

- ✓ à la réalisation de missions sociales
- ✓ à des frais de recherche de fonds

7.6.7 Dotations aux provisions et dépréciations

Les dotations aux provisions et dépréciations concernent notamment les legs ou donations avec charges et les dépréciations des actifs acquis au moyen de la générosité du public.

Contrairement aux dotations aux provisions et dépréciations qui seront reprises lors de la constatation de la charge, objet de la provision ou de la dépréciation, ou si elles deviennent sans objet, les dotations aux amortissements constituent des charges définitives qui sont ventilées dans les rubriques de missions sociales, frais de recherche de fonds ou frais de fonctionnement.

7.6.8 Reports en fonds dédiés de l'exercice

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par des tiers extérieurs à des projets soutenus par la Fondation FACE qui n'a pas encore été utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

7.6.8.1 Contributions volontaires en nature du compte de résultat par origine et destination

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune. L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire. Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux

7.6.8.2 Contribution volontaires (Produits) liés à la générosité du public

7.6.8.2.1 Bénévolat

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat informel (aide aux voisins, coups de main) est à distinguer du bénévolat formel qui s'exerce au sein d'une structure organisée.

7.6.8.2.2 Prestations en nature

Le prêt à usage est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi. Le prêt à usage ne satisfait pas aux conditions de reconnaissance d'un actif au sens des articles 211-1 et suivants du plan comptable général. Le prêt à usage est comptabilisé en tant que contribution volontaire en nature.

7.6.8.2.3 Répartition de la générosité du public

La répartition de l'utilisation de la générosité du public sur les charges couvre en premier lieu les reports en fonds dédiés à hauteur de 59%, le reste se répartit équitablement sur les autres postes à 56%.

Les utilisations et reports de fonds dédiés liés aux fondations abritées sont considérées comme issues de la générosité du public.

Les concours publics et subventions publics sont affectées (hors montants reportés en fonds dédiés) entre les missions sociales, les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement au prorata de ces derniers sur le total des charges par destination (hors reports en fonds dédiés).

La fondation en déduit un reste à financer par la générosité du public, correspondant aux charges par destinations minorées du montant financé par les concours publics et subventions d'exploitation.

Le montant de générosité du public collecté au cours de l'exercice est alors réparti au prorata du montant restant à financer sur le total des charges par destination restant à financer (hors reports en fonds dédiés). Cela indique le montant de générosité du public affecté aux charges par destination.

7.7 Tableaux de rapprochement des charges et contributions volontaires du compte résultat et du compte résultat par origine et destination

7.7.2 Tableau de rapprochement des contributions volontaires

Tableau de rapprochement entre les contributions volontaires du compte de résultat et du compte de résultat par origine et destination	Missions sociales		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement	Total Compte de Résultat
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature					
Mises à disposition gratuites de biens	307 627			68 702	376 329
Prestations de services en nature dons	719 956				719 956
Personnel bénévole	0				0
TOTAL	1 027 583	0	0	68 702	1 096 285

7.8 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

7.8.1 Charges et produits financiers

	Fondation abritante	Fondations abritées
Intérêts et charges assimilées	- 4 695	
Dotations financières aux amortissements et provisions	- 41 527	
Autres intérêts et produits assimilés	40 421	
Différences positives de change		
Reprises sur provisions, dépréciations financières		
Résultat Financier	-5 801	0

7.8.2 Charges et produits exceptionnels

Néant

7.8.3 Honoraires des commissaires aux comptes

	Mazars
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	52 000
Au titre d'autres prestations	0
Honoraires totaux (TTC)	52 000

7.8.4 Rémunération des dirigeants et cadres dirigeants

Les membres du Conseil d'Administration, dont les cadres dirigeants (Président, Secrétaire Général, Trésorier) exercent bénévolement leur mandat. Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée.

8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif global de la Fondation s'élevait au 31/12/2024 à :

	Fondation abritante		Fondations abritées	
	Personnel Salariés	Personnel mis à disposition	Personnel Salariés	Personnel mis à disposition
Cadres	27	2	3	
Assimilé.e-cadre				
Employé.e.s	4			
Contrat professionnel				
Contrat apprentissage	3			
TOTAL	34	2	3	0

Note : l'effectif au 31 décembre 2023, au sens des articles L. 1111-2 et L. 1111-3 du Code du travail, s'élève à 31.07 ETP.

9 Compte Emploi – Ressources

Cadre juridique :

La fondation face faisant appel à la générosité du publique au regard de l'article 3 de la loi de 1901, elle est tenue d'appliquer l'arrêté du 11 décembre 2008 portant homologation du règlement CRC 2008 – 12 du comité de la réglementation comptable. Ce règlement présente un modèle de compte emploi ressources (CER) à intégrer dans les annexes de la fondation Face.

Le CER est destiné à mettre en perspective les dons collectés, les autres ressources de la fondation (abritante + abritées) et les utilisations qui en sont faites.

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (LOI n° 91-772 DU 7 AOÛT 1991)

EMPLOIS PAR DESTINATION	2024	2023	RESSOURCES PAR ORIGINE	2024	2023
1 – MISSIONS SOCIALES			1 – RESSOURCES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
1.1. Réalisées en France	4 791 237	4 644 211	1.1. Cotisations sans contrepartie	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	1 456 235	1 533 301			
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	3 335 002	3 110 910			
1.2. Réalisées à l'étranger	0	1 961	1.2. Dons, legs et mécénats	5 799 782	5 345 329
- Actions réalisées par l'organisme	0	1 961	- Dons manuels	791 714	621 004
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger	0	0	- Legs, donations et assurances-vie	0	0
			- Mécénats	5 008 067	4 724 325
2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	375 997	377 225	1.3. Autres produits [liés à l'appel] à la générosité du public		
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	374 022	201 603			
2.2. Frais de recherche d'autres ressources	1 975	175 622			
3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT	932 063	574 026			
TOTAL DES EMPLOIS	6 099 298	5 597 423	TOTAL DES RESSOURCES	5 799 782	5 345 329
4 – DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	87 891	28 077	2 – REPRISES DES PROVISIONS	0	0
5 – REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	1 080 736	1 262 354	3 – UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	1 468 144	1 542 526
EXCEDENT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0	DEFICIT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0
TOTAL GENERAL	7 267 925	6 887 854	TOTAL GENERAL	7 267 925	6 887 854
			RESSOURCES REPORTEES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	5 401 604	5 401 604
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets [liés à la générosité du public] de l'exercice	0	0
			RESSOURCES REPORTEES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	5 401 604	5 401 604

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2024	2023		2024	2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE	1 096 285	1 092 033	RESSOURCES DE L'EXERCICE	1 096 285	1 092 033
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	1 027 583	1 026 098	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	1 096 285	1 092 033
Réalisées en France	1 027 583	1 026 098	Bénévolat		
Réalisées à l'étranger			Prestation en nature	656 331	623 311
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À LA RECHERCHE DE FONDS			Dons en nature	439 954	468 722
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	68 702	65 935			
Total	1 096 285	1 092 033	Total	1 096 285	1 092 033

FONDS DEDIES LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	2024	2023
FONDS DEDIES LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	2 180 561	2 460 733
(-) Utilisation	1 468 144	1 542 526
(+) Report	1 080 736	1 262 354
FONDS DEDIES LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	1 793 153	2 180 561

Les contributions volontaires aux missions sociales comprennent des mécénats de compétences, dons en nature et mises à disposition de locaux. Les contributions volontaires au fonctionnement comprennent les frais administratifs des mises à disposition de locaux.